

Ces élections qui ont tout changé (ou pas) pour les chrétiens persécutés



Ces Égyptiennes font la queue pour aller voter au Caire (19 mars 2011)

En cette période d'élection présidentielle, retour sur l'impact des changements de président et de régime sur la persécution des chrétiens de par le monde.

1. **Changements pour le pire envers les chrétiens** (Turquie, Tunisie, Égypte, Libye)
2. **Nouveau leader mais même politique : ces élections sans évolution** (Ouzbékistan, Iran, Myanmar et Nigéria)
3. **Ces élections qui comptent « pour du beurre »** (Tadjikistan, Corée du Nord et Érythrée)
4. **Les élections : étape clef dans la persécution des chrétiens en Inde**
5. **Liberté de religion : indices d'une vraie démocratie**

1. Changements pour le pire envers les chrétiens

Quand une élection au suffrage universel entraîne une diminution des libertés

- **Élections en Turquie** : L'élection présidentielle au suffrage universel de 2014 a placé Recep Tayyip Erdoğan à la tête de l'État, entraînant une islamisation progressive de la société, une dégradation de la laïcité, voire un possible glissement vers la dictature, comme le montre le référendum sur l'élargissement du pouvoir présidentiel qui a eu lieu dimanche dernier. Depuis 3 ans, le pays ne cesse de monter dans l'Index Mondial de Persécution des Chrétiens. Le coup d'État manqué de 2016 a eu des conséquences sur toutes les libertés individuelles. Les minorités religieuses, déjà fragilisées par la prépondérance de l'islam et le fort nationalisme ambiant, n'ont pas été épargnées.

Quand les élections amènent les partis islamistes au cœur du paysage politique

Le Printemps Arabe a provoqué un changement de régime en Tunisie, Égypte et en Libye. Dans ces trois États, les élections qui ont suivi le Printemps Arabe avaient porté au pouvoir des partis islamistes. Dans ces pays, le départ des despotes a laissé place à un vide que l'islam politique en pleine expansion et des groupes criminels se sont empressés de combler. Un sentiment antichrétien s'est développé et qui s'est exprimé par des violences dirigées contre les minorités chrétiennes historiques et les chrétiens d'arrière-plan musulman.

- **Élections en Égypte** : Mohamed Morsi, candidat des Frères musulmans devient en 2012 le premier président égyptien civil, islamiste et démocratiquement élu. Mais il est évincé suite aux manifestations populaires de 2013 et les islamistes sont chassés du pouvoir par l'armée. Ils continuent cependant de mener des attentats, notamment contre les chrétiens, malgré le soutien public apporté à l'Église copte par le régime actuel, l'extrémisme islamique reste présent dans le pays. Rien ne garantit que les droits des chrétiens soient respectés dans les prochaines années.

- **Élections en Tunisie** : Les islamistes ont perdu la majorité à la fin de leur 1er mandat mais restent très visibles et influents. Le paysage politique tunisien est très polarisé entre une élite libérale et laïque et des islamistes très bien organisés. Aujourd'hui, les chrétiens y sont persécutés à la fois par le gouvernement constitué d'«islamistes modérés» et par des groupes salafistes, très visibles, agressifs, qui agissent en toute impunité.

- **Changement de régime en Libye** : Depuis la disparition du colonel Kadhafi et de son régime, le pays s'est enlisé dans la violence et a sombré dans un chaos absolu. Les chrétiens, particulièrement les immigrés venus d'Afrique Subsaharienne, font partie des groupes les plus vulnérables. Les extrémistes islamiques, grands perdants des élections de 2012, et les organisations criminelles profitent de l'anarchie qui règne dans le pays pour s'en prendre aux chrétiens en toute impunité. La tentative menée par les Nations Unies pour former un gouvernement d'unité a échoué et la Libye est devenue la base arrière de terroristes de toutes sortes.

2. Nouveau leader mais même politique : ces élections sans évolution

Quand le capitaine change, mais que l'équipe reste la même : l'Ouzbékistan

- **Élections en Ouzbékistan** : Le pays a été secoué en 2016 par la mort d'Islam Karimov, vainqueur de toutes les élections présidentielles depuis 25 ans. Sans surprise aucune, Chavkat Mirziyoyev, Premier ministre depuis 13 ans, lui a succédé en décembre, remportant 88,61% des voix. Annonçant vouloir poursuivre la politique de son prédécesseur, il ne devrait rien changer à la situation des chrétiens. Généralement considérés comme étrangers à la

Nation et facteurs de déstabilisation de la société, les chrétiens se trouvent confrontés à de nombreuses formes de persécution : surveillance étroite par les autorités, rafles dans les églises, confiscation de littérature religieuse, interrogatoires, pressions envers les chrétiens d'arrière-plan musulman.

Quand les espoirs envers le nouveau dirigeant sont déçus : l'Iran et le Myanmar

- **Élections en Iran** : Lorsqu'Hassan Rohani est élu en 2013 président dès le premier tour, il soulève certaines espérances concernant les Droits de l'Homme. Cependant, derrière sa nouvelle respectabilité internationale (consacrée par l'accord nucléaire de 2015) et une attitude moins agressive que son prédécesseur, force est de constater que le président n'a pas traduit son discours libéral par des actes concrets à l'intérieur du pays, plus particulièrement en ce qui concerne la condition des chrétiens : en 2016, 193 d'entre eux ont été arrêtés et/ou emprisonnés en raison de leur croyance.

- **Élections au Myanmar** : Bien qu'en 2015, les premières élections libres et équitables depuis 25 ans ont porté au pouvoir l'opposition d'Aung San Suu Ky, la question de confiance entre l'armée, les minorités ethniques et l'opposition n'a pas trouvé de solution : les chrétiens sont encore traités comme des citoyens de seconde zone discriminés par l'administration ou la justice. Ils restent aussi fortement menacés par l'organisation d'extrémistes bouddhistes (Ma Ba Tha) qui ont mené campagne contre les minorités religieuses et ont fait introduire 4 lois en faveur de la « protection de la race et de la religion » en 2015. Ces mesures sont autant d'obstacles visant à interdire la conversion au christianisme et les mariages entre personnes de confessions différentes.

Quand la persécution continue alors que le président est chrétien

- **Élections au Nigéria** : En 1999, la démocratie est instaurée et le président chrétien Olusegun Obasanjo est élu. L'élite musulmane du Nord a commence alors à craindre que ne soient remis en question son hégémonie politique, économique, religieuse et le caractère islamique de la société : en réaction la charia est ainsi instaurée dans 12 États du Nord autour des années 2000. Lorsqu'un nouveau président chrétien, Goodluck Jonathan, est élu en 2011, les hommes politiques du Nord auraient alors conspiré pour le mettre en difficulté notamment en soutenant l'insurrection de Boko Haram et les attaques des bergers peuls musulmans dans les États de la ceinture centrale. Si son successeur musulman M. Buhari a fait de la lutte contre Boko Haram un argument de campagne, dans les faits les attaques de la secte n'ont pas cessé et les bergers peuls musulmans continuent d'agir en toute impunité. Ce problème semble être ignoré et la violence envers les chrétiens continue.

3. Ces élections qui comptent « pour du beurre »

Quand les élections confortent l'autoritarisme : l'exemple du Tadjikistan

- **Élections au Tadjikistan** : Emomali Rahmon a gagné toutes les élections présidentielles depuis 1994. Suite à la victoire totale de son parti en 2015, le seul parti politique d'opposition jusqu'alors toléré a été interdit. Une législation plus restrictive, notamment en termes de liberté religieuse, a été mise en place. Alors que le Tadjikistan a connu une période de grande liberté religieuse après son indépendance en 1991, désormais les chrétiens qui osent exprimer leur foi s'exposent à des menaces et des descentes de police, suivies d'arrestations et d'amendes.

Quand les élections sont confisquées : la Corée du Nord et l'Érythrée

- **Élections confisquées en Corée du Nord** : Le pays occupe la première place de l'Index Mondial de Persécution des Chrétiens depuis 16 ans. Les chrétiens essaient autant que possible de garder leur foi secrète pour éviter d'être arrêtés et envoyés dans des camps de travaux forcés. Plus de 50 000 d'entre eux sont emprisonnés ou internés dans de tels camps. Les citoyens nord-coréens sont tous obligés de participer à l'élection des membres de l'Assemblée populaire suprême mais un seul candidat, choisi par le régime de Kim Jong-Un, est inscrit sur les bulletins de vote dans chaque district électoral.

- **Élections confisquées en Érythrée** : Tout chrétien qui ne fait pas partie des dénominations religieuses reconnues par le pouvoir ou qui ose protester est emprisonné ou arrêté. Le régime totalitaire du président Afewerki constitue le principal mécanisme de persécution dans le pays. Ce dernier a été désigné président à la suite de l'indépendance de l'Erythrée en 1993. Une constitution fut promulguée en 1997 sans entrer matériellement en vigueur et les élections ont été reportées. Elles furent de nouveau reportées en 2001 avant d'être ajournées sans date précise avec pour raison avancée l'occupation du territoire érythréen par l'Éthiopie.

4. Les élections : étape clef dans la persécution des chrétiens en Inde

- **Élections en Inde** : Le pays a opéré un repli sur le nationalisme religieux avec la victoire électorale en 2014 du Bharatiya Janata Party, un parti nationaliste hindou, amenant au pouvoir Narendra Modi. Cette élection a entraîné une radicalisation de la société et une montée en puissance de l'hindouisme radical. Les extrémistes hindous, protégés par le gouvernement, agissent en toute impunité, d'où une augmentation constante des persécutions contre les chrétiens. Dès les 3 premiers mois après l'élection, les persécutions contre les minorités ont fortement augmenté. En 2014, 147 faits de persécution contre les chrétiens ont été signalés. Le nombre est passé à 181 en 2015, à 443 en 2016. Pour 2017,

déjà 248 incidents de persécution ont été signalés pour le seul premier trimestre de janvier à mars.

Les six étapes qui mènent vers la persécution

On remarque qu'un environnement qui engendre de la persécution pour les minorités (chrétiennes) suit souvent un modèle de développement en 6 étapes. L'intervalle de temps que met la persécution pour passer du stade 1 au stade 6 peut varier selon le contexte spécifique du pays et le type de la persécution.

Étape 1. Un petit groupe social hautement actif défendant une religion ou idéologie commence à répandre ses idées aux dépens d'autre(s) groupe(s).

Étape 2. Le(s) mouvement(s) fanatique(s) issu(s) du groupe de départ grandissent ou se regroupent entre eux et exercent une pression sur la société et sur le gouvernement au moyen de stratégies médiatiques et / ou d'attaques physiques sur les autre(s) groupe(s).

Étape 3. La violence générée par les mouvements fanatiques perturbe la société mais le gouvernement ne les sanctionne pas, tout en accusant le(s) groupe(s) victime(s) d'être la cause de l'agitation sociale en raison même de son/leur existence.

Étape 4. Les actions des mouvements fanatiques se renforcent et attirent de plus en plus de personnes dans leur giron. Cela entraîne plus de pression sur le gouvernement qui est amené à se plier à leur agenda.

Étape 5. La société, le gouvernement, le système judiciaire et sécuritaire harcèlent les membres appartenant au(x) groupe(s) victime(s), au point de l'(les) emmener au bord de l'asphyxie dans tous les domaines de la vie.

Étape 6. Le petit groupe social du début (étape 1) imprègne la culture dans son ensemble et devient la norme.

Ces étapes montrent comment un groupe minoritaire parvient à diffuser puis imposer son idéologie ou sa religion en influençant tout d'abord la société puis en accaparant l'appareil d'État.

L'exemple de l'Inde

ÉTAPES	MODÈLE	INDE
ÉTAPE 1	Diffusion des idées	Le Rashtriya Swayamsevak Sangh, groupe nationaliste hindou de droite et paramilitaire qui prône l'hindutva, gagne en influence dans les années 1970. Création du parti BJP en 1980 : l'hindutva entre dans l'arène politique.

ÉTAPE 2	Pression sur la société et le gouvernement	Multiplication des attaques contre les groupes religieux minoritaires dans les années 2000.
ÉTAPE 3	Mutisme des autorités	Exemple : attaque d'une église de maison le 6 juillet 2012 dans l'État de Karnataka. Les fidèles sont battus. Le pasteur porte plainte, la police lui fait savoir qu'il lui est interdit de tenir une église de maison. Le pasteur est contraint à quitter le village.
ÉTAPE 4	Influence sur l'agenda du gouvernement	Large victoire du BJP qui obtient la majorité absolue à la Lok Sabha, son candidat Narendra Modi devient Premier ministre.
ÉTAPE 5	Harcèlement du gouvernement et de la société	179 incidents violents contre des chrétiens en 2015, plus de 780 en 2016. Thavar Chand Gehlot, le ministre indien de la Justice sociale : « L'Inde ne doit pas permettre aux chrétiens les plus pauvres de bénéficier des emplois publics et des aides en matière d'éducation. »
ÉTAPE 6	Imprégnation de la culture : norme	Campagne "Ghar Vapsi", discussion de l'adoption d'une loi anti-conversion à l'échelle nationale (appliquée déjà dans 5 Etats). Rajeshwar Singh, un des leaders clefs du RSS, affirme que l'Inde sera libérée des chrétiens et des musulmans d'ici 2021.

5. Liberté de religion : indices d'une vraie démocratie

Les six étapes de la persécution sont avant tout un modèle théorique qui recouvre toute une palette de nuances en fonction du pays, de la culture et de l'époque. L'intolérance peut exister avant même l'émergence même de l'Église. Néanmoins ces étapes restent une clef d'interprétation et d'analyse de la progression d'une idée au caractère extrémiste et intolérant au sein d'une société. Elles mettent en évidence que l'accession au pouvoir, par l'élection notamment, peut s'avérer un tournant dans la persécution des chrétiens. Or celle-ci va souvent de pair avec la persécution d'autres groupes religieux minoritaires, tout comme les restrictions à la liberté de religion ou de conviction amènent inévitablement des violations des autres libertés fondamentales.

Plus peut-être que la tenue d'élections (organisées dans les « démocraties »), le respect des droits de l'homme et de la liberté de religion ou de conviction est l'indice d'une réelle démocratie. En effet, il révèle une certaine vision du vivre-ensemble et du pluralisme d'idées et de croyances.